

## INITIATIVES PARLEMENTAIRES BILLS PUBLICS

### LA FÊTE DE SIR JOHN A. MACDONALD

MESURE TENDANT À PROCLAMER UN JOUR  
FÉRIÉ OFFICIEL

**M. Heath Macquarrie (Hillsborough)** propose que le bill C-8, concernant la fête de sir John A. Macdonald, soit lu pour la 2<sup>e</sup> fois et renvoyé au comité permanent de la justice et des questions juridiques.

—Monsieur l'Orateur...

**M. Hogarth:** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.

**M. l'Orateur suppléant (M. Laniel):** A l'ordre. Le député de New Westminster demande la parole pour un rappel au Règlement.

**M. Hogarth:** Monsieur l'Orateur, je suis convaincu que le député qui propose le bill en obtiendrait le renvoi immédiat au comité, du consentement unanime de la Chambre, s'il apportait un petit amendement aux articles 1 et 2, pour que la loi soit dite loi sur la fête de sir Wilfrid Laurier.

● (5.00 p.m.)

**M. l'Orateur suppléant (M. Laniel):** L'honorable député de Hillsborough a la parole.

**M. Macquarrie:** Monsieur l'Orateur, à la différence du roi Agrippa, je ne suis même pas presque convaincu par cette intéressante suggestion. Je précise que c'est la troisième fois que j'essaye de présenter mon bill et après avoir été évincé pendant l'heure réservée aux initiatives parlementaires, je tiens à faire savoir aimablement à mes collègues que je n'hésiterai plus désormais à protester en personne; contre la suppression de cette heure lorsque je serai à la Chambre pendant l'heure réservée aux initiatives parlementaires, il n'y aura consentement unanime à supprimer cette période que si l'on a su me convaincre de façon claire et concrète de l'opportunité de cette décision. Pendant les treize années laborieuses que j'ai passées à la Chambre, j'ai vu diminuer le temps consacré aux initiatives parlementaires et je ne voudrais pas que cette tendance s'accroisse. Ceci dit en toute amabilité, j'espère que l'on s'en souviendra et que je ne devrai pas interrompre à tout bout de champ à l'avenir.

Nous autres Canadiens—nous devons l'admettre—n'avons malheureusement pas le sens de l'histoire. Sous ce rapport, nous ne ressemblons pas aux Américains qu'on se plaît tant à dénigrer de nos jours. Nos voisins du Sud fêtent, bien sûr, l'anniversaire de Washington, de Lincoln et d'autres encore. Depuis que j'ai présenté cette motion la dernière fois, nous avons témoigné de notre peu d'intérêt à l'histoire en laissant Glensmere, la magnifique résidence de sir Robert Borden, tomber sous la masse du démolisseur. Nous pouvons célébrer au pays la fête de la Saint-André, de la Saint-Patrice, de la Saint-Georges, de la Saint-Jean-Baptiste et même de Robbie Burns.

[M. l'Orateur suppléant (M. Laniel).]

John A., pas plus que Robbie Burns, n'étaient des saints, mais le premier a été assurément un Canadien indispensable, le père de son pays. Il figure certes parmi les architectes de la Confédération; il a été l'instaurateur d'un gouvernement de coalition qui a encouragé l'union des colonies. Il a assisté à toutes les grandes conférences, par exemple, à celle de Charlottetown en 1864 où tout a vraiment commencé.

Sir John A. a été premier ministre de 1867 à 1891 avec un court interrègne peu glorieux de 1873 à 1878. Élu député à l'Assemblée législative du Canada à l'âge de 29 ans, il a été dans la vie publique pendant près d'un demi-siècle. Homme politique accompli et nationaliste énergique mais non hystérique, il était intéressant, gai, charmant, engageant, au style coloré et n'était pas réputé pour sa sobriété. Il était joyeux de nature, mais ceux qui étaient au courant de sa vie savaient qu'il avait connu les chagrins personnels. En plus du fardeau de ses problèmes et de ses douleurs personnels, il a eu plus que sa part d'inquiétudes publiques. Il a aussi connu l'insurrection et ne s'est pas tiré aussi facilement de la crise au temps de Louis Riel que cela nous semble maintenant, avec plusieurs décennies de recul. Il a connu la terreur et l'angoisse de l'assassinat de Thomas D'Arcy McGee et le chagrin, l'amertume que lui ont causés sa mort.

À une époque qui ne connaissait pas encore les créateurs de symboles, ni les champions de la persuasion en coulisse, ni même Information Canada, il apparut comme un homme public vraiment digne d'intérêt, comme un brave type—et nous avons coutume de parler de lui comme d'un grand et gai compère jusqu'au moment où cette dernière épithète prit un sens particulier que nous n'aimions pas—et comme un homme qui méritait la confiance du pays. Le terme de charisme n'était pas à la mode dans les années 1870 et 1880, mais cet être à qui l'hypocrisie était étrangère comme à nul autre, ce personnage foncièrement politique, semblait capable d'inspirer confiance au public et d'entreprendre avec succès la tâche consistant à édifier une nation. Ce manque d'intérêt que nous manifestons pour notre histoire explique en partie que nous ne puissions mesurer l'ampleur des difficultés qu'ont eu à surmonter les pères de la Confédération, ni apprécier la splendide réalisation des artisans de celle-ci.

Sir John A. lui-même affirmait qu'il avait accompli le plus gros de son travail avant 1867, un hommage intéressant à l'adresse de cette époque. La création du parti politique dont je suis membre est une réalisation qui occupe une place importante dans cette époque. En 1854, il établit la structure et l'ossature d'un parti et, incidemment, lui donna le nom qu'il ne devait s'approprier que beaucoup plus tard. Il disait en 1854 qu'il y aurait une nouvelle Chambre et de nouveaux candidats parmi lesquels faire un choix et que notre objectif devrait être d'élargir les cadres de notre parti de façon à embrasser quiconque désirerait se faire reconnaître comme conservateur progressiste.

Même si nous n'avons consacré que peu de temps à la théorie ou à la philosophie, il est évident que Macdonald dans sa sagesse savait, reconnaissait et se rendait compte que les partis politiques sont en réalité antérieurs à la démocratie et que, sans eux, le processus parlementaire ne peut fonctionner. De toutes les qualités qui ont fait de sir John A. Macdonald un personnage illustre et ont permis la création et le maintien d'un pays, la plus utile fut